

ÉTATS-UNIS

**Déclaration au nom des États-Unis de Geoffrey Okamoto
Vice-Secrétaire adjoint chargé de la Politique de développement international
Département du Trésor des États-Unis**

*27^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs
Banque européenne pour la reconstruction et le développement*

9 mai 2018

Nous aimerions remercier tous les habitants et le gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie, et notamment Sa Majesté le Roi Abdallah II ibn Al Hussein et Sa Majesté la Reine Rania Al-Abdallah, pour leur hospitalité à l'occasion de ces rencontres. Le large renforcement de l'économie mondiale au cours de l'année écoulée constitue une évolution appréciable, qui n'avait que trop tardé. L'accélération de la croissance incite à augmenter les investissements, crée les emplois si nécessaires dans le secteur privé et ouvre des perspectives nouvelles pour de nombreuses personnes, dans le monde entier. Nous pensons que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est bien placée pour permettre à cette dynamique de s'amplifier dans sa région, grâce à son modèle unique, qui renforce le secteur privé en le plaçant au cœur de la croissance économique, en alliant investissements, dialogue sur les politiques à mettre en œuvre et renforcement des capacités au service des pays d'opérations.

La BERD a enregistré en 2017 et au début de 2018 de solides résultats opérationnels et financiers. Elle doit continuer sur sa lancée, en tirant parti de ces résultats pour rechercher les opportunités susceptibles de lui permettre d'augmenter ses investissements et de promouvoir les réformes dans les domaines où les écarts de transition sont les plus importants et où elle parvient le mieux à favoriser – et non à évincer – les investissements du secteur privé.

Optimiser l'impact dans un souci d'additionnalité

La BERD doit continuer d'exercer sa mission surtout là où les financements à des conditions commerciales sont moins disponibles, voire inexistantes, pour attirer les investissements privés plutôt que pour s'y substituer. Dans certains de ses pays d'opérations, la BERD se trouve de plus en plus confrontée à des situations où elle produit moins d'impact, du fait de l'abondance de liquidités. Dans de tels cas, elle doit être prête à rediriger rapidement ses ressources vers des pays moins avancés dans la transition, où un financement multilatéral du développement reste nécessaire.

Parallèlement, la Direction et les actionnaires devraient définir ensemble un parcours menant à la gradation des pays aux stades avancés de la transition. À cet égard, nous nous réjouissons de la nouvelle approche en matière de stratégie par pays, qui met très justement l'accent sur les besoins de chaque pays, en se demandant si la BERD est la mieux placée pour les satisfaire. Dans les pays aux stades avancés de la transition, cela devrait se traduire par une attention portée à seulement un ou deux écarts de transition pour lesquels la Banque peut encore intervenir selon le principe d'additionnalité. Dans les pays où les écarts ont été sensiblement réduits, la BERD et le gouvernement local doivent considérer que le stade de la gradation a été atteint avec succès. Le fait d'appliquer des stratégies par pays dont l'intérêt et la portée sont de plus en plus limités est non seulement dommageable à un développement durable à long terme, mais affaiblit également la crédibilité de la BERD au regard de sa mission première : la croissance du secteur privé.

Répondre aux besoins des pays d'opérations

La BERD possède un grand atout : sa solide connaissance du contexte et des réalités locales. Cela lui permet d'adapter son action concernant les politiques à mener et ses investissements aux besoins de ses différents pays d'opérations. Nous espérons que la BERD maintiendra cette approche souple lors de l'élaboration de ses prochaines stratégies et de ses futurs documents relatifs aux politiques à mettre en œuvre, notamment de sa nouvelle stratégie concernant le secteur énergétique. Nous sommes favorables à la participation de la BERD à un vaste ensemble de projets de production et de distribution d'électricité. Nous estimons par conséquent que la proposition de la Direction d'interrompre tout soutien à la production par des centrales au charbon limiterait la capacité de la Banque à répondre aux besoins des pays d'opérations en matière de sécurité énergétique et de fourniture d'électricité à un prix abordable.

Promouvoir une croissance large et inclusive

Les États-Unis se sont faits les défenseurs des initiatives de la BERD visant à ouvrir des perspectives économiques aux groupes socialement défavorisés et aux femmes. Nous sommes heureux de voir que la BERD finance des femmes entrepreneures, notamment via les programmes dédiés et son Fonds d'impact sur les petites entreprises, et les conseille pour leur permettre de réaliser tout leur potentiel. Cette action est manifeste en Jordanie, où la Banque soutient l'emploi des femmes dans le cadre de séminaires de formation et par des investissements dans le secteur privé, notamment au sein du Centre de formation et de recrutement du complexe commercial d'Abdali. La BERD doit continuer de mettre à profit sa profonde connaissance du secteur privé et ses investissements pour montrer à ses clients que les pratiques favorisant l'inclusion sont dans l'intérêt des entreprises, qu'elles peuvent les aider à surmonter certaines contraintes opérationnelles et accélérer leur croissance.

Maintenir une discipline financière

Pour que la BERD puisse continuer de travailler correctement, elle doit préserver sa solide assise actuelle, en maintenant la discipline financière qui est la sienne. Nous nous réjouissons de voir que la Banque est comme auparavant capable de financer ses opérations grâce à la seule croissance interne de son capital. Nous sommes sensibles à l'engagement pris par la Direction d'augmenter la capacité de génération de revenus et d'améliorer les performances de la Banque en matière de prises de participation. Nous soutenons l'approche renforcée de la BERD concernant ses participations et sommes impatients de voir les résultats des réformes adoptées afin de mettre en place de plus fortes incitations à l'intention de l'équipe des Opérations bancaires de la BERD et de cibler correctement les prises de participations de qualité.

La maîtrise des coûts est également importante. Nous invitons la BERD à faire en sorte que la révision de la grille de rémunération effectuée cette année prévoie notamment un examen exhaustif de la rémunération totale (salaire, primes et avantages) et cherche à déterminer si les éléments de comparaison utilisés sont bien les bons. Alors que la Banque envisage de se lancer dans de nouvelles activités, elle devra également réduire progressivement certaines opérations dans des domaines où les bénéfices tirés d'un maintien de son intervention apparaissent fortement limités, ce qui peut avoir des répercussions sur les effectifs et le poids de certains bureaux.

Perspectives d'avenir

Nous sommes bientôt à mi-parcours de la mise en œuvre de l'actuel Cadre stratégique et capitalistique.

La BERD doit désormais mettre l'accent sur l'amélioration qualitative de ses activités, afin de faire avancer le processus de transition dans ses pays d'opérations actuels. Cela devrait lui permettre de faire franchir le cap de la gradation aux pays aux stades avancés de la transition qui peuvent accéder plus facilement à des financements du secteur privé, au lieu de faire appel à un financement multilatéral pour leur développement.

Bien que les perspectives de croissance s'améliorent dans certains pays d'opérations, d'autres, nombreux, restent confrontés à la faiblesse des investissements, à une croissance insuffisamment alimentée par le secteur privé et à d'importants écarts de transition. Dans ce contexte, la poursuite de l'engagement de la BERD en faveur d'économies de marché et de normes démocratiques dans ses pays d'opérations est importante et nécessaire.

Le mandat particulier de la BERD, axé sur le secteur privé, en fait un partenaire majeur de la communauté des institutions financières internationales (IFI) dans son ensemble. La BERD doit continuer de coopérer étroitement et de se coordonner avec d'autres IFI, afin qu'elles partagent leurs savoir-faire, fassent fructifier leurs atouts comparatifs et promeuvent collectivement les réformes et la croissance économique. Dans cet esprit, nous sommes ouverts à l'examen de modalités permettant une mise en commun des savoir-faire, des connaissances et des moyens humains avec d'autres IFI, tout en continuant de privilégier la réduction des écarts de transition dans les pays actuellement aux premiers stades du processus, ainsi que l'accès à la gradation des pays aux stades avancés de la transition.

Les États-Unis réaffirment leur soutien à la BERD. Les États-Unis, en la personne, notamment, de leur nouvelle administratrice exécutive, Judy Shelton, ont hâte de travailler avec la Direction et les autres actionnaires à la poursuite de la mise en œuvre du mandat de la BERD en faveur de la transition vers des économies de marché viables dans ses actuelles régions d'opérations.